

EN 2004, L'EMPLOI AMORCE SA REPRISE

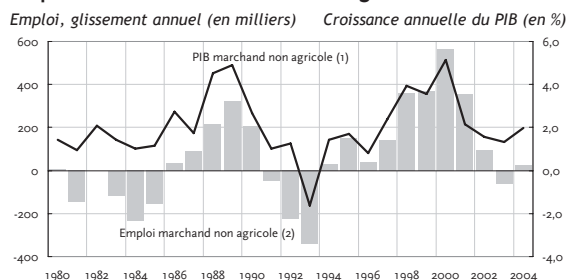
L'année 2004 met un terme à trois ans de ralentissement économique. Le retour à une croissance plus soutenue permet d'amorcer un retournement positif du marché du travail. L'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles repart à la hausse (+42 000 postes). Les créations d'emplois dans la construction et le tertiaire marchand, bien qu'encore modestes, font plus que compenser les pertes d'emplois dans l'industrie qui ralentissent. La réduction du nombre d'emplois aidés est également de moindre ampleur qu'en 2003. L'emploi total progresse de +37 000 après -93 000 en 2003. Ce raffermissement de l'emploi permet de contenir le chômage : +5 000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage est ainsi stable sur l'année, à 10 % de la population active.

La demande intérieure alimente la reprise

Engagée à l'automne 2003, la reprise économique s'est confirmée trimestre après trimestre jusqu'à l'été 2004. Après trois années de ralentissement, l'activité dans les secteurs marchands non-agricoles rebondit avec une croissance à +2,0 % en 2004, après +1,3 % en 2003 (graphique 1). Le PIB accélère plus nettement encore, à +2,1 % après +0,9 % en 2003 (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables). Initialement calibrée pour contrer une récession qui menaçait, la Loi de Finances a en effet conduit à des dépenses de consommation des administrations publiques dynamiques : celles-ci ont finalement accentué le rebond de la croissance.

Cette reprise ne vient pas « de l'extérieur » : l'appréciation de l'euro a en effet inhibé les exportations européennes qui restent en retrait de ce que laissait espérer le dynamisme de la demande mondiale. En France en particulier, les échanges extérieurs ôtent -1,0 point de croissance. Celle-ci reste pourtant supérieure à celle de la zone euro, dont le PIB progresse de +1,8 % en 2004, après +0,5 % en 2003. L'activité de la zone euro est pour partie alimentée par la vitalité de la demande intérieure en France. La contribution négative des échanges à la croissance française traduit donc aussi le rôle moteur des importations françaises dans le retour de la croissance en Europe (encadré). La forte contribution des variations de stocks à la croissance française (+0,8 point en 2004 après -0,2 point en 2003) reflète et com-

Graphique 1
Emploi et PIB concurrentiels non-agricoles



Sources : Dares, Insee.
(1) PIB total en volume cvs-cjo, hors valeur ajoutée de l'agriculture et des services principalement non-marchands.
(2) Emploi salarié et non-salarié des secteurs marchands non-agricoles.

pense ce contexte de perturbations et d'incertitudes sur la demande étrangère.

La demande intérieure demeure donc le socle de la croissance française dans cette phase de reprise économique. Accompagnant l'embellie conjoncturelle de la fin 2003, l'investissement s'est redressé à un rythme rapide en première partie d'année. La bonne tenue du marché du logement a entretenu une progression soutenue de l'investissement des ménages : +3,8 % en 2003 et +3,1 % en 2004. Mais l'investissement des entreprises reste le principal moteur du rebond de la croissance au premier semestre. Ce mouvement s'est toutefois prématurément interrompu à l'été avec l'installation d'un climat d'attentisme en décalage avec la position objectivement favorable des entreprises en 2004. De ce fait, les progressions annuelles de +2,2 % de l'investissement total et de +0,1 % de l'emploi salarié marchand non-agricole paraissent en deçà de ce que l'on pouvait attendre.

En revanche, la consommation des ménages a fait montre d'une vigueur inattendue, compte tenu de la faible progression du pouvoir d'achat (+1,6 %) et d'un marché du travail dégradé. Le recul de 0,6 point du taux d'épargne a soutenu significativement l'augmentation de +2,3 % des dépenses de consommation des ménages en 2004.

Gains de productivité en hausse et population active stable

La reprise économique qui s'affirme en 2004 se fait dans un contexte de gains de productivité par tête élevés : ils atteignent +1,8 % en 2004, après +1,7 % en 2003. Ce phénomène se fait d'abord sentir dans l'industrie, secteur particulièrement exposé à la concurrence internationale, mais se diffuse également au tertiaire marchand : dès la fin de l'année 2004, les gains de productivité par tête dans les services dépassent leur maximum historique, pour s'établir à +1,4 % sur l'ensemble de l'année 2004. Toutefois, en termes horaires, la productivité progresse à un rythme conforme à celui des précédentes phases de reprise conjoncturelle. Elle amorce progressivement, en 2004, un ralentissement qui indique que le raffermissement de l'activité a enclenché une reprise des créations d'emploi.

La priorité des entreprises restant de maintenir des gains de productivité élevés, l'augmentation de l'emploi salarié des secteurs marchands est encore timide en 2004 : +0,2 %, après -0,4 % en 2003. L'emploi total progresse dans les mêmes proportions du fait de la stabilisation de l'emploi non-marchand et de l'emploi non-salarié.

Dans le même temps, la population active n'augmente que légèrement

en 2004 : +42 000 actifs. Cette évolution conduit à la stabilisation du chômage : +5 000 chômeurs au sens du BIT sont enregistrés, tandis que le taux de chômage se maintient à 10,0 % (tableau 1). Le ralentissement marqué de la population active en 2004 résulte de la conjugaison de deux phénomènes. D'une part, les ressources en main-d'œuvre continuent de ralentir, conséquence du vieillissement de la population. D'autre part, près de 90 000 actifs se retirent de la population active, bénéficiant du droit au départ anticipé en retraite pour carrière longue. Ce dispositif a été introduit par la Loi Fillon de réforme des retraites en 2003.

L'emploi marchand est encore peu dynamique

La reprise de l'emploi salarié marchand (+42 000 postes) traduit un rebond de l'emploi dans le secteur tertiaire (+103 000) et une moindre dégradation dans l'industrie (-77 000). En particulier, les pertes d'emploi sont moins importantes qu'en 2003 dans les industries des biens de consommation et des biens d'équipement et dans le secteur de l'énergie. La construction, qui crée 17 000 postes, reste le secteur le plus dynamique : +1,3 % contre +1,0 % dans le tertiaire marchand (tableau 1).

Tableau 1
Emploi total, chômage et population active

	Effectifs bruts en fin d'année (en milliers)	Variations annuelles (en milliers)					Variations annuelles (en %)				
		2004	2000	2001	2002	2003	2004	2000	2001	2002	2003
Salariés	22 446	651	282	152	-89	39	3,0	1,3	0,7	-0,4	0,2
dont : Agriculture	324	-8	-14	-1	-11	-4	-2,2	-3,8	-0,3	-3,3	-1,2
Secteur privé non agricole (1)	15 370	569	252	34	-68	42	3,9	1,7	0,2	-0,4	0,3
• Industrie	3 874	79	-12	-87	-103	-77	1,9	-0,3	-2,1	-2,5	-2,0
• Construction.....	1 291	51	28	2	13	17	4,3	2,3	0,2	1,0	1,3
• Tertiaire marchand (2)	10 205	439	236	119	22	103	4,7	2,4	1,2	0,2	1,0
dont : intérim	577	86	-49	7	1	16	16,8	-8,1	1,4	0,2	2,8
Tertiaire non-marchand (3)	6 751	90	43	118	-10	1	1,4	0,7	1,8	-0,1	0,0
• Contrats aidés (4)	292	5	-18	-10	-101	-91	1,0	-3,5	-2,1	-20,8	-23,8
Non salariés	2 140	-30	-17	-2	-4	-2	-1,4	-0,8	-0,1	-0,2	-0,1
Emploi total (y. c. contingent) (a)	24 586	579	240	149	-93	37	2,4	1,0	0,6	-0,4	0,2
Chômage BIT (b)	2 729	-316	9	163	190	5	-11,8	0,4	6,9	7,5	0,2
Population active (c = a + b)	27 315	263	249	312	97	42	1,0	0,9	1,2	0,4	0,2
dont : Ressources en main-d'oeuvre	-	153	228	148	126	107	0,6	0,9	0,6	0,5	0,4
Effet de flexion (5)	-	58	24	15	-9	4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Mesures de retraits d'activité (6).....	-	23	27	56	9	16	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1
Départs anticipés en retraite (7).....	-	0	0	0	0	-90	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3
Défaut de bouclage.....	-	30	-30	93	-28	4	0,1	-0,1	0,3	-0,1	0,0

(1) Hors administration, éducation, santé et action sociale.

(2) L'ensemble des intérimaires est comptabilisé dans ce secteur.

(3) Administration, éducation, santé et action sociale.

(4) Contrat emploi-solidarité, Contrat emploi consolidé, Emplois jeunes, Contrat emploi ville, CIVIS, RMA non-marchand.

(5) Effet de flexion des taux d'activité : une partie des inactifs choisit de rejoindre la population active ou de s'en retirer en fonction du dynamisme du marché du travail (estimation).

(6) Somme des effets sur la population active des dispositifs spécifiques de politiques de l'emploi relatifs à la formation des demandeurs d'emploi et aux retraits d'activité, hors Dispenses de Recherche d'Emploi, voir tableau 3 (estimation).

(7) Départs anticipés en retraite pour carrière longue, conséquences de la Loi Fillon 2003 sur la réforme des retraites (estimation).

Sources :
ANPE,
Dares,
Insee,
Unédic,
calculs
et estimations
Dares.

Dans le tertiaire marchand, les secteurs les plus créateurs d'emplois sont les services aux entreprises avec une contribution de +54 000 postes dont +16 000 emplois d'intérimaires, et les services aux particuliers (+33 000 postes). Dans le commerce de détail et de réparation (+14 000 postes), pour la quatrième année consécutive, la croissance de l'emploi continue de s'essouffler.

Reflet du raffermissement de l'emploi, le taux de rotation de l'emploi remonte légèrement au cours des trois premiers trimestres de 2004. Notamment, dans les établissements d'au moins 10 salariés, la proportion moyenne de nouveaux embauchés passe de 9,7 % à 10,1 % par trimestre. Après trois années d'augmentation, la part des contrats à durée déterminée dans ces nouvelles embauches se stabilise autour de 72 % en 2004 [3].

Moins d'emplois aidés

Fin 2004, le nombre d'emplois aidés a diminué de -6 % par rapport

à 2003. Cette baisse est continue depuis 1999. Comme l'année précédente, le déclin de l'emploi aidé touche plus particulièrement l'emploi aidé du secteur non-marchand : -91 000 bénéficiaires. En revanche, pour la première fois depuis 1998, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés du secteur marchand

croît légèrement : +4 000 bénéficiaires.

Ce regain des emplois aidés du secteur marchand est dû tout d'abord au dynamisme des entrées en contrat initiative emploi (CIE), suite à la réforme de l'aide du CIE (1) : 93 000 nouveaux bénéficiaires, c'est-à-dire +47 % en un an. Les

(1) - À compter du 27 juin 2003, les publics éligibles au CIE ont été élargis et la prime pour l'embauche d'un salarié en CIE a été versée trimestriellement et non plus annuellement comme auparavant. Cette réforme a permis d'alléger les problèmes de trésorerie des petites entreprises, principaux utilisateurs de CIE

Tableau 3
Évolution de l'effet net global des politiques de l'emploi sur l'emploi et le chômage

	Emploi total			Chômage BIT		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Évolution annuelle de l'emploi et du chômage (en milliers)	149	-93	37	163	190	5
Évolution de l'effet net* global des politiques de l'emploi	14	-95	-76	25	62	68
dont :						
• Effet des dispositifs spécifiques	-43	-104	-76	71	69	68
• Marchand aidé	-34	-27	-7	27	21	4
• Non-marchand aidé	-9	-77	-69	5	62	56
• Formation des demandeurs d'emploi	-	-	-	5	-3	7
• Retraits d'activité	-	-	-	34	-10	1
• Effet des exonérations générales de cotisations sociales	0	0	0	0	0	0
• Effet des RTT collectives	57	9	0	-45	-7	0

Sources : ANPE, Dares, Insee, Unédic, calculs et estimations Dares.

* - Voir Dares (2003) [4].

Tableau 2
Les politiques de l'emploi et leurs effets selon les dispositifs

France métropolitaine
Milliers de bénéficiaires

	Entrées				Stocks							
	Niveau		Variation annuelle (%)		Niveau		Variation annuelle (en milliers)		Effet sur l'emploi (en milliers)		Évolution du chômage (en milliers)	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004
Emploi marchand aidé	637	671	-5	5	1 106	1 110	-135	4	-27	-7	21	4
Apprentis	228	238	-2	4	359	365	2	5	1	2	-1	-1
Contrat de qualification	107	109	-13	1	150	144	-17	-6	-3	-1	2	1
Contrat de qualification Adultes	9	8	1	-5	10	10	0	0	0	0	0	0
Contrat d'adaptation	41	39	-10	-5	32	30	-3	-2	0	0	0	0
Contrat d'orientation	6	5	-6	-10	2	2	0	0	0	0	0	0
Contrat de professionnalisation	0	1	-	-	0	1	0	1	0	0	0	0
Abattement temps partiel	0	0	-	-	147	94	-119	-53	-30	-13	24	11
Contrat initiative emploi	63	93	21	47	134	152	-7	17	-1	3	1	-2
Contrat jeune en entreprise	89	67	79	-24	97	124	50	27	6	3	-5	-3
Exonération pour l'embauche de salariés	19	22	0	19	68	71	-59	3	-6	0	4	0
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	45	64	38	44	41	61	12	20	3	5	-2	-4
Allocation temporaire dégressive	4	5	15	30	7	9	1	2	0	0	-1	-1
Préretraite progressive	16	7	6	-56	50	40	4	-10	2	-5	-2	4
Entreprises d'insertion	11	11	-6	1	9	9	0	0	0	0	0	0
Revenu Minimum d'Activité (secteur marchand)	0	1	-	-	0	1	0	1	0	0	0	0
Emploi non marchand aidé	397	345	-17	-13	384	292	-101	-91	-77	-69	62	56
Contrat emploi - solidarité	250	233	-12	-7	125	111	-19	-14	-14	-11	11	9
Emploi consolidé	118	92	-14	-22	116	93	-18	-23	-12	-15	10	12
Emploi jeune	29	17	-48	-41	143	87	-64	-56	-51	-45	41	36
Civis association	0	1	-	-	0	1	0	1	0	1	0	-1
Revenu Minimum d'activité (sect. non-marchand)	0	0	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Formation des demandeurs d'emploi	621	599	2	-4	253	245	3	-8	0	0	-3	7
Sife collectifs	88	53	-20	-40	29	17	-8	-11	0	0	7	10
Sife individuels	22	19	0	-13	3	3	1	0	0	0	-1	0
Stages d'accès à l'emploi (ANPE)	11	11	-8	-1	2	2	0	0	0	0	0	0
Formations conventionnées (Unedic)	18	31	64	74	5	7	3	2	0	0	-3	-2
Formations AFPE (Unedic)	20	24	44	25	2	5	0	3	0	0	0	-2
Stage Afpa	82	82	1	0	25	25	0	0	0	0	0	0
Stages organisés par les Régions	379	377	6	-1	187	186	6	-1	0	0	-6	0
Retraits d'activité	128	121	4	-6	480	479	10	-1	0	0	-10	1
Allocations spéciale du FNE	7	5	4	-31	32	26	-4	-6	0	0	4	6
Cessations d'activité de certains Travailleurs Salariés	17	15	64	-8	31	40	13	9	0	0	-13	-8
Conventions de conversion	0	0	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Allocation de remplacement pour l'emploi	0	0	-	-	17	5	-21	-11	0	0	21	11
Dispenses de recherche d'emploi	105	100	5	-4	400	409	22	9	0	0	-22	-9
Ensemble	1 783	1 736	-5	-3	2 223	2 127	-222	-96	-104	-76	69	68
Trace	84	0	0		120	39	17	-80	0	0	0	0

Sources : ANPE, Dares, Insee, Unédic, DGEFP, calculs Dares.

contrats d'apprentissage enregistrent également une hausse du nombre de bénéficiaires (238 000 nouveaux apprentis, soit une hausse de +4,0 %). L'accroissement des entrées dans ces deux contrats est toutefois compensé par les sorties importantes liées à l'extinction du dispositif Abattement temps partiel (-53 000 bénéficiaires) et par le ralentissement des entrées en contrat jeunes en entreprises. Enfin, en octobre 2004, un nouveau contrat de formation en alternance a été mis en place, le contrat de professionnalisation. Il remplace les trois contrats existants : contrat de qualification, contrat d'orientation et contrat d'adaptation. Au total, le nombre de bénéficiaires des politiques de l'emploi dans le secteur marchand se stabilise à 1 100 000 (tableau 3).

Dans le secteur non-marchand, les effectifs baissent sur l'année pour tous les dispositifs. Le revenu minimum d'activité ne s'est pas développé et les contrats emplois consolidés ont marqué un repli. Cependant, la réorientation à l'automne des efforts des politiques de l'emploi vers le secteur non-marchand a modéré cette baisse du nombre de bénéficiaires : 55 000 contrats emploi-solidarité supplémentaires ont été alloués en fin d'année. Au total, la baisse de 93 000 emplois aidés dans le secteur non-marchand est plus modérée qu'en 2003 (-101 000).

L'ensemble des dispositifs spécifiques d'aide à l'emploi a un effet net sur l'emploi moins négatif qu'en 2003 (tableau 3). En revanche, l'effet sur le chômage est d'ampleur équivalente du fait du ralentissement des entrées dans les dispositifs de formation. À titre d'exemple, le nombre d'entrées en stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) est passé de 110 000 en 2003 à 72 000 en 2004.

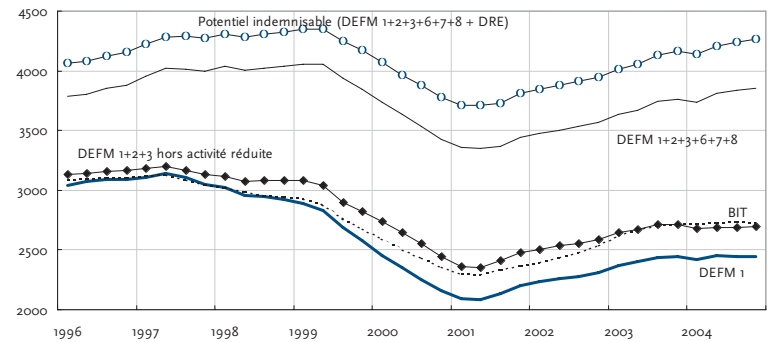
Le chômage se stabilise à 10%

Avec un taux de chômage de 10 % de la population active, le nombre de chômeurs au sens du BIT se stabilise à 2,7 millions fin décembre 2004. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (2) est également stable (-0,1 %) (graphique 2).

(2) - Les demandeurs d'emploi de catégorie 1 sont les personnes inscrites à l'Anpe déclarant être à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois

Graphique 2
Nombre de demandeurs d'emploi selon les différentes définitions

Données CVS en milliers

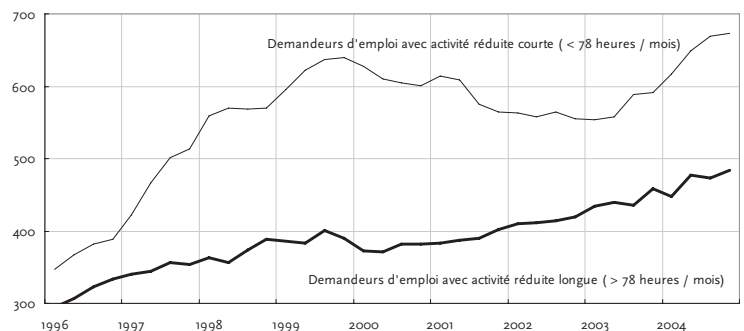


Sources : ANPE, Dares, Insee.

Le potentiel indemnisable comprend les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, toutes catégories confondues, plus les chômeurs dispensés de recherche d'emploi (DRE).

Graphique 3
Nombre de demandeurs d'emplois exerçant une activité réduite

Données CVS en milliers



Sources : ANPE, Dares, Insee.

L'activité réduite exercée par les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE est dite « courte » lorsqu'elle n'excède pas 78 heures par mois, et « longue » sinon.

Tableau 4
Flux d'entrées et de sorties de l'ANPE et motifs d'inscription des demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (DEFM1)

	Effectifs à la fin 2004 (en milliers)	Part des entrées à la fin 2004 (en %)	Variations annuelles en fin d'année (en %)					
			1999	2000	2001	2002	2003	2004
Entrées au chômage.....	4 529,0	100	-2,4	-4,3	5,1	6,4	4,2	-0,4
dont : licenciements économiques et autres	754,3	17	0,2	-3,8	7,8	17,2	-1,4	-2,3
fin de CDD ...	1 198,2	26	-3,9	-5,7	2,0	2,0	2,3	-1,8
Sorties du chômage	4 260,6		1,3	0,2	-6,6	4,7	2,9	1,3

Sources : ANPE, Dares, calculs Dares (données brutes).

Lecture : entre fin 2003 et fin 2004, le nombre d'entrées au chômage en catégorie 1 a baissé de -0,4 %, les entrées au chômage pour motifs de licenciement économique ou d'autres licenciements reculant de -2,3 % et celles pour motifs de fin de CDD reculant de -1,8 %.

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite augmente, notamment quand cette activité dépasse 78 heures (+14%). L'année 2004 prolonge ainsi l'évolution constatée depuis plusieurs années (graphique 3). La progression de l'activité réduite complique l'analyse des liens entre l'emploi et le chômage. Elle contribue d'une part à masquer une partie de la hausse du chômage, dont la définition au sens du BIT exclut les demandeurs d'emploi

exerçant une activité réduite. La stabilisation du chômage en 2004 pourrait en partie s'expliquer ainsi. Mais parce qu'elle a nécessairement pour contrepartie une accélération des offres d'emplois, l'activité réduite peut aussi être vue comme une résonance de l'amélioration conjoncturelle de l'activité et de l'emploi, un peu comme l'emploi intérimaire.

En 2004, avec la reprise économique, le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) notifiés à l'administration est en recul : 1 200 contre 1 500 en 2003. Plus généralement, le nombre de licenciements dans les grands établisse-

ments diminue. Ainsi, le nombre de personnes inscrites à l'Anpe suite à un licenciement, économique ou autre, diminue de -2,3 % (tableau 4). Si le marché du travail semble s'améliorer, le chômage des jeunes et des femmes de moins de 50 ans continue toutefois de progresser (tableau 5).

30 % de chômeurs de longue durée

Fin 2004, le profil des demandeurs d'emploi au regard du sexe et de la qualification est quasiment identique à celui de fin 2003, mais le chômage des non-qualifiés augmente de 9 200 demandeurs d'emploi (graphique 4). La part de chômeurs de longue durée a augmenté : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits depuis plus d'un an s'est accru de +23 000 (graphique 5). Plus de 30 % des demandeurs d'emploi sont au chômage de longue durée. Cette hausse est alimentée par l'afflux d'entrées de l'année 2002 (+18 000 inscrits depuis deux à trois ans).

Le nombre de demandeurs d'emploi d'une à deux années d'ancienneté au chômage a baissé en début d'année, pour ensuite retrouver son niveau de fin 2003. Cette évolution ne reflète pas uniquement la situation du chômage, mais également la réaction à des modifications temporaires de règles administratives : au premier janvier 2004, de nouvelles durées d'indemnisation ont été appliquées aux demandeurs d'emploi inscrits avant le premier janvier 2003 (les « recalculés »).

Tensions sur le recrutement de la main-d'œuvre : un nombre croissant d'offres d'emploi de courte durée

Avec la reprise de la croissance et la stabilisation du chômage, les indicateurs de tensions sur le recrutement de la main-d'œuvre ont commencé à se redresser, après trois années consécutives de repli (graphique 6). Cette amélioration est la plus sensible dans les familles professionnelles de l'industrie et de la construction.

Il est pourtant encore prématuré d'y voir des « pénuries de main-d'œuvre », et ce pour deux raisons. En effet, les indicateurs de tensions sur le recrutement demeurent en deçà des niveaux des années 1998 à 2000, lorsque le marché du travail s'améliorait nettement. Dans les

Tableau 5
Nombre de chômeurs par âge et sexe (DEFM1)

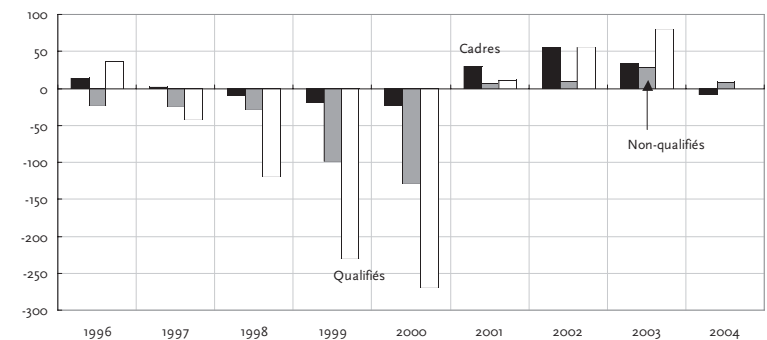
		Effectifs fin 2004 (en milliers, données CVS)	Variation annuelle (en milliers)	Évolution (en %)
Moins de 25 ans	Hommes	223,2	2,1	0,9
	Femmes	218,4	7,6	3,6
25 à 49 ans	Hommes	840,4	-6	-0,7
	Femmes	802,6	1,6	0,2
50 ans ou plus	Hommes	200,2	-8,5	-4,1
	Femmes	159,4	-0,1	-0,1
Ensemble	Hommes	1 263,8	-12,4	-1
	Femmes	1 180,4	9,1	0,8
	Ensemble	2 444,2	-3,3	-0,1

Sources : ANPE, Dares.

Lecture : entre fin 2003 et fin 2004, le nombre de DEFM1 a baissé de -3 300, dont -12 400 hommes et +9 100 femmes.

Graphique 4
Évolutions annuelles du chômage de catégorie 1 par type de qualification

Chômeurs de catégorie 1, variations annuelles en milliers



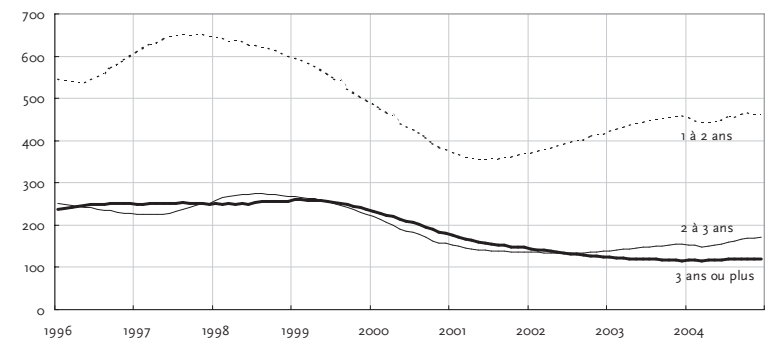
Sources : ANPE, Dares, Insee.

Ce graphique ne tient pas compte des demandeurs d'emploi de catégorie 1 dont la qualification est indéterminée, qui représentent entre 0,7% et 1,9% des effectifs totaux comptabilisés en DEFM1, suivant les années.

Lecture : En 2004, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 recule de -9 100 chez les cadres et de -800 chez les qualifiés. Il augmente de 9 200 chez les non-qualifiés.

Graphique 5
Chômage de longue durée par tranche d'ancienneté

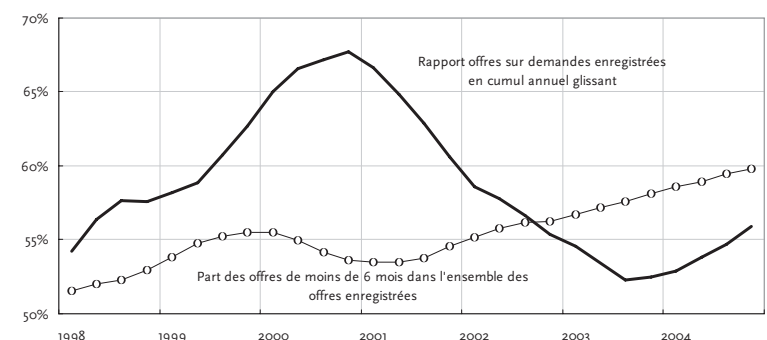
Nombre de chômeurs de longue durée de catégorie 1, données CVS en milliers



Sources : ANPE, Dares, Insee.

Graphique 6
Indicateurs de tensions sur le recrutement

Offres et demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE



Sources : ANPE, Dares, calculs Dares.

métiers du tertiaire en particulier, les tensions sur le recrutement demeurent faibles, faisant écho à l'atonie des créations d'emplois en 2004 dans les services marchands et à l'accélération prononcée de la productivité par tête. Par ailleurs, la part des offres de moins de six mois dans l'ensemble des offres d'emploi enregistrées à l'Anpe a continué de progresser nettement en 2004 pour atteindre en fin d'année un niveau historique de 60 %. Or, les offres d'emploi de courte durée conduisent à un turn-over plus important ; ce qui augmente mécaniquement les indicateurs de tension (rapport offres sur demandes).

DARES.

Cette synthèse est réalisée à la Dares par une équipe animée par Christine LAGARENNE et Fabien TOUTLEMONDE, composée de Nicolas DE RICCARDIS, Edouard FABRE, Stéphane JUGNOT, Marie LECLAIR, Olivier MONNERAYE, Xavier VINEY.

Bibliographie

- [1] Fabre E., De Riccardis N. [2005] « Évolution de l'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2004 », *Premières Informations*, n° 12.2, mars.
- [2] De Riccardis N. [2005] « L'emploi intérimaire au 4^{ème} trimestre 2004 », *Premières Informations*, n°18.2, mai.
- [3] Leroux, M. [2005] « Les mouvements de main-d'œuvre au 3^{ème} trimestre 2004 : moins de départs en retraite qu'au 1^{er} semestre », *Premières Informations*, n°22.2, juin.
- [4] Dares [2003] *Les politiques de l'emploi et du marché du travail*, Ed. La découverte, Coll. Repères, Paris.
- [5] Dares [2005-1] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4^{ème} trimestre 2004 : croissance confirmée mais encore peu d'emploi », *Premières Informations*, n° 13.2, mars.
- [6] Dares [2005-2] « Le marché du travail à la fin du 4^{ème} trimestre 2004 », *Premières Informations*, n°13.3, mars.
- [7] Dares [2005-3] « Les tensions sur le marché du travail entre juillet et décembre 2004 », *Premières Informations*, n°17-1, avril.
- [8] Acoos [2005] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 4^{ème} trimestre 2004 », *Acoos Stat - Conjoncture*, n°23, mars.
- [9] Insee [2005-1], « Chômage au sens du BIT- révisions des séries », *Informations Rapides*, n°90, mars.
- [10] Insee [2005-2], « Enquête sur l'emploi 2004 - Le chômage augmente malgré la reprise de l'emploi », *Insee Première*, n°1009, mars.
- [11] Insee [2005-3], « Retour sur 2004 », *Note de conjoncture de l'Insee*, mars.
- [12] Eurostat [2005] « Mars 2005 : le chômage dans la zone euro en hausse à 8,9% », Euro-indicateurs, *communiqué de presse* n°59/2005, mai.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES
sont éditées par le Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)

Directeur de la publication : Annie Fouquet.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14)

Télécopie : 01.44.38.24.43 / Réponse à la demande : 01.44.38.23.89

e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : *La Documentation française*, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.

Tél. : 01.40.15.70.00. / Télécopie : 01.40.15.68.00

www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 118 €, CEE (TTC) 124,30 €, DOM-TOM (HT) : 123 €, hors CEE (TTC) 127 €.

Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

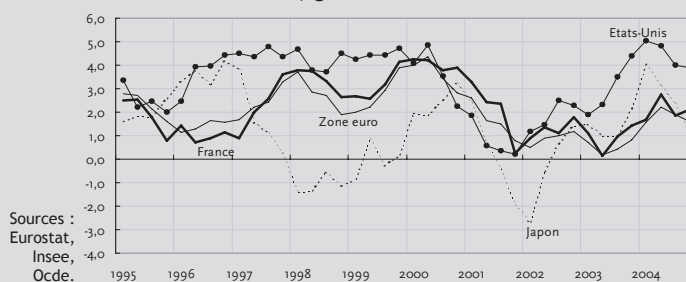
HORS DE FRANCE, DIFFÉRENTS RÉGIMES DE PRODUCTIVITÉ S’AFFIRMENT

Si 2003 a été l'année de la reprise pour la croissance mondiale, 2004 est celle de la consolidation (graphique A). La phase haute du cycle d'activité est entretenue par une croissance américaine toujours robuste (+4,4 % après +3,0 % en 2003), mais elle reçoit également un soutien plus important qu'attendu du dynamisme asiatique : le Japon a renoué avec une croissance de +2,6 % en 2004, tandis que la croissance chinoise atteint +9,5 %. En zone euro, c'est une reprise à la fois plus tardive et de moindre ampleur (+1,8 %) qui s'est dessinée fin 2003 : l'appréciation de l'euro (+9,0 % contre le dollar et +2,5 % contre le yen) a pesé sur les exportations. À l'été, la croissance a partout connu un accès de faiblesse lié au choc pétrolier (le prix du Brent a augmenté de +32,8 % en moyenne annuelle en 2004). Celui-ci a été temporaire aux États-Unis, en Chine ou dans les pays les plus dynamiques d'Europe (Espagne et France). Ce tassement s'est transformé rapidement en ralentissement prononcé au Japon – pénalisé à l'automne par l'appréciation du yen contre le dollar – et dans les économies européennes dont la demande intérieure déjà fragile ne permettait pas de traverser ce trou d'air, notamment l'Allemagne et l'Italie.

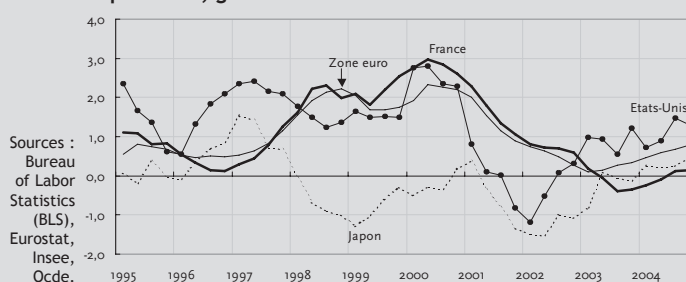
Pour la troisième année consécutive, les créations d'emplois aux États-Unis apparaissent modestes au regard d'une croissance soutenue, ce qu'indiquent des gains de productivité records de +4,2 % en 2004 (graphique B). Parce qu'elle n'apparaît plus comme transitoire, cette « croissance sans emplois » pourrait bien indiquer un changement de régime vers une croissance durablement plus pauvre en emplois outre-Atlantique. Ce phénomène pourrait avoir tendance à se diffuser aux partenaires commerciaux des États-Unis par le jeu de la concurrence internationale qui induit une pression sur les marges et la productivité : pour l'heure, il n'en est rien. Dans les secteurs marchands non-agricoles, la productivité par tête progresse à des rythmes conformes à ceux observés lors des précédentes phases de reprise conjoncturelle (graphique C). Si en France ou au Royaume-Uni les gains de productivité s'établissent à des niveaux historiquement élevés, ils apparaissent a contrario plutôt faibles en seconde partie d'année au Japon et dans le reste de l'Union européenne, où le ralentissement de l'activité n'interrompt pas le redressement de l'emploi : lorsque ce dernier semble modeste, c'est que la croissance l'est plus encore.

Les créations d'emplois qui s'accumulent peu à peu aux États-Unis depuis la mi-2002 permettent d'enclencher en 2004 le recul du taux de chômage aux États-Unis : -0,3 point sur l'année (graphique D). Au Japon, le retournement démographique a déjà commencé depuis deux ans de produire ses effets : le rebond de croissance de 2004 ne fait qu'accentuer le mouvement de baisse du taux de chômage (-0,5 point sur l'année). En zone euro, la poursuite du redressement de l'emploi total (+0,6 % en 2004) permet de stabiliser le taux de chômage à 8,8 % en fin d'année, mettant fin à une période de trois années consécutives de hausse.

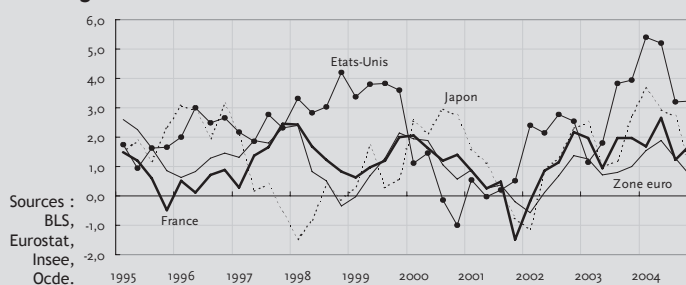
Graphique A
Produit intérieur brut, glissement annuel en %



Graphique B
Emploi total, glissement annuel en %

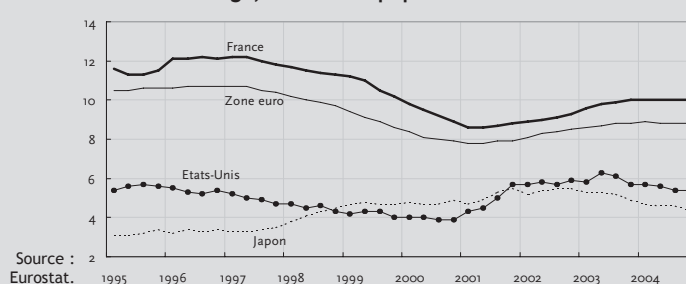


Graphique C
Productivité par tête des secteurs marchands non-agricoles, glissement annuel en %



La productivité par tête rapporte le PIB total en volume cvs-cjo, hors valeur ajoutée de l'agriculture et des services principalement non-marchands, à l'emploi total (salarié et non salarié) des secteurs marchands non-agricoles. Pour le Japon, c'est le PIB total en volume qui est retenu, la décomposition sectorielle n'étant pas disponible.

Graphique D
Taux de chômage, en % de la population active



VIENT DE PARAÎTRE

Les Dossiers de la Dares

Numéro 1/2005 - Juin 2005

BILAN DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI EN 2003

Document de synthèse, le *Bilan des politiques de l'emploi 2003* offre, comme chaque année, une vue d'ensemble des politiques publiques dans le champ de la formation professionnelle et de l'emploi. Il retrace les entrées en mesures des politiques d'emploi et de formation et détaille les principales caractéristiques des bénéficiaires et des employeurs.

Plusieurs nouveautés sont à signaler dans cette édition. L'exploitation des enquêtes de la DARES auprès des bénéficiaires des politiques d'emploi s'est poursuivie. Ces informations,



combinées aux sources administratives, permettent d'apporter un éclairage spécifique sur les trajectoires de catégories cibles des politiques d'emploi : les bénéficiaires du RMI, les chômeurs de plus de cinquante ans.

L'étude de l'insertion professionnelle des personnes passées par un contrat aidé s'enrichit, pour la première fois, d'une analyse de leurs conditions de vie. Enfin, la place des femmes dans les politiques de l'emploi est retracée depuis 1990.

Sont aussi rassemblées les principaux résultats de commandes d'études de la DARES à des organismes de recherche (bilans de compétences, mise en œuvre de la formation dans le cadre du PARE, etc.).

242 pages
17 €



Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

<http://www.travail.gouv.fr>
(Rubrique Emploi puis Études et Statistiques)

En vente à :

La Documentation Française

29-31, quai Voltaire

75344 Paris Cedex 07

Téléphone : 01.40.15.70.00

Télécopie : 01.40.15.72.30

<http://www.ladocumentationfrancaise.gouv.fr>



bon de commande
à envoyer à
La documentation Française

124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex
FRANCE
Téléphone 01 40 15 70 00
Télécopie 01 40 15 68 00

www.ladocumentationfrancaise.fr



Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

<http://www.travail.gouv.fr>

LES DOSSIERS DE LA DARES

Bilan de la politique de l'emploi en 2003

Numéro 1/2005 - Juin 2005

Participation aux frais de facturation et de port, sauf pour les abonnements

Prix unitaire TTC	Nbre	Total
17 €		
montant total à payer		4,95 €
1 euro = 6,55957 F		

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

Je règle

Par **chèque bancaire** ou postal à l'ordre de M. l'Agent comptable de la Documentation française

Par **carte bancaire** (date d'expiration)

N°

Date _____ Signature _____